

TOUS DANS L'ACTION, RASSEMBLEMENTS, MANIFESTATIONS, GREVE

LE 21 MARS 2017

LA FRANCE A BESOIN D'UNE INDUSTRIE FORTE, MODERNE, REpondant AUX BESOINS DE LA POPULATION ET RESPECTANT L'ENVIRONNEMENT. POUR GARANTIR L'AVENIR DE L'INDUSTRIE, LA CGT ORGANISE UNE JOURNEE DE MOBILISATION LE 21 MARS 2017.

La France a besoin d'une industrie forte car l'avenir économique d'un pays dépend de sa capacité à produire des richesses sur le territoire national.

L'industrie est en déclin depuis trente ans. Aujourd'hui, la production industrielle atteint à peine 10% du produit intérieur brut (PIB), contre 16% en moyenne dans la zone euro et 22% en Allemagne.

L'emploi industriel a reculé de près de 25% en quinze ans pour se situer aujourd'hui autour de 3 millions de salariés. La France importe 60% de ses produits industriels.

Dans le Loir & Cher, l'industrie a subi aussi les conséquences des choix décidés par les grands groupes industriels, tels que Matra, Valéo, Delphi, Thalès, Faurécia, Germanaud, Epéda, Daher etc. qui se sont traduits par des restructurations, délocalisations, plans de licenciements, fermetures d'usines...

Ainsi, entre 2002 et 2015 sur le département ce sont plus de 15 000 emplois en CDI qui ont été



sacrifiés au nom de la rentabilité financière, sans compter tous les CDD, intérimaires, sous-traitants, qui ont disparu dans les bassins d'emploi de Vendôme, Blois ou Romorantin.

Des industries avec leurs salariés, qui font défaut pour assurer le maintien et le développement économique et social des territoires concernés.

Un déménagement, une destruction humaine et matérielle organisée par les groupes qui ont entraîné la fermeture des écoles, des bureaux de poste, des services publics et aussi la

raréfaction de la présence médicale, avec un réaménagement au minimum du service hospitalier dans les trois grandes villes du département.

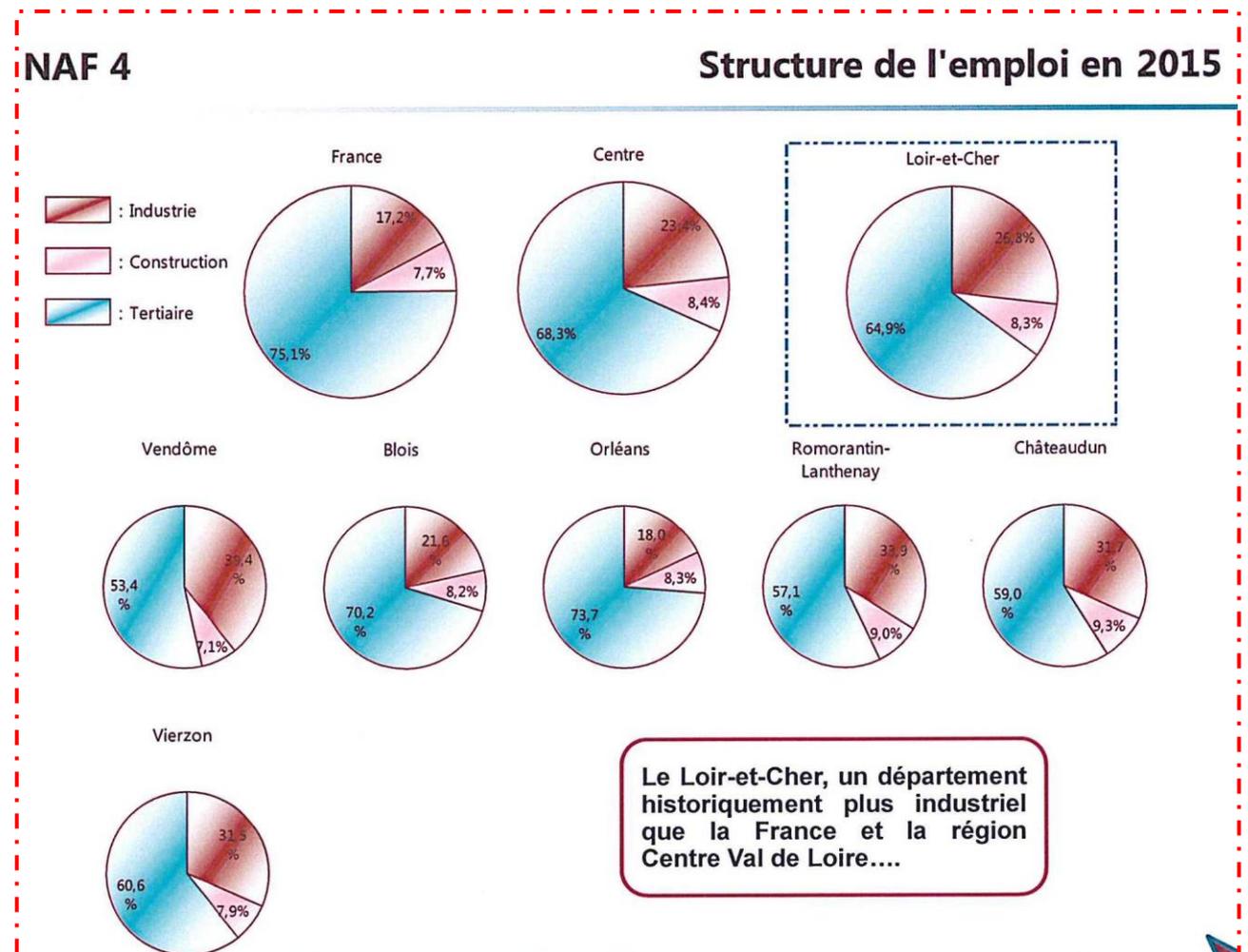
Les causes de ce déclin industriel sont nombreuses :

- La primauté donnée à la financiarisation de la gestion des entreprises industrielles depuis quarante ans,
- Les choix politiques et économiques des gouvernements qui se sont succédés : politiques d'austérité, recherche forcenée de la baisse du « coût du travail », conduisant aux délocalisations et à l'externalisation des activités,
- Le dumping social, fiscal et environnemental,
- Le détournement des richesses créées par les travailleurs au profit des actionnaires et au détriment des investissements productifs, de la recherche-développement, du renouvellement des savoir-faire et de la qualification des salariés.

Pour une industrie qui réponde aux besoins actuels et futurs, ou pas.

L'industrie est indispensable pour répondre aux besoins fondamentaux de la population (alimentation, eau, énergie, transports,

éducation, santé, culture). Il faut produire autrement et mieux, ce qui implique de rompre avec la logique de développement capitaliste. Il est urgent d'agir pour mettre en place des circuits courts, l'économie circulaire, de produire des objets durables et réparables.



POUR LA CGT, LES RESSOURCES FINANCIERES EXISTENT POUR L'EMPLOI ET LA CREATION DE RICHESSES DANS L'INDUSTRIE.

En 2016, les actionnaires français se sont partagés 43 milliards de dividendes volées sur le travail des salariés. Le système bancaire et financier doit être au service du développement de l'industrie, ce qui implique d'inverser la logique actuelle où c'est l'industrie qui est au service de la finance. Ce qui nécessite de rompre avec les politiques actuelles, où le patronat est inondé sans aucun contrôle d'aides publiques et

d'exonérations fiscales et sociales inefficaces (comme le CICE* ou le CIR*). Cela passe par une réforme fiscale ambitieuse. Enfin, il faut mettre le système bancaire et financier au service du développement industriel pour favoriser l'emploi et impulser un développement solidaire des territoires.

Le département du Loir & Cher n'est pas condamné à la désertification industrielle, remplacée par les parcs zoologiques, les zones de loisirs, l'industrie de la chasse pour les bourgeois, les fêtes médiévales, etc.

PAS DE PAYS SANS INDUSTRIE.

La CGT revendique la possibilité de créer 20 000 emplois dans l'industrie avec les atouts du département comme :

➤ L'augmentation des salaires dans le privé comme dans le public à partir d'un SMIC à 2000 euros pour redévelopper l'économie par la relance de la consommation populaire,

➤ La lutte contre la précarité et l'embauche en CDI de centaines d'emplois dans les PME – PMI (près de 6% des salariés dans le Loir & Cher sont des précaires),

➤ Augmenter le temps de formation professionnelle pour garantir une élévation des qualifications et des salaires, gage de meilleure qualité du travail au travail,

➤ Diminuer le temps de travail à 32H sans perte de salaire,

➤ Augmenter l'investissement productif pour développer la recherche dans les secteurs de l'automobile, de la déconstruction automobile, de l'aéronautique, la chimie, la pharmacie et parapharmacie, la défense, l'armement, l'agroalimentaire, la filière bois, la mécanique de précision, etc.

Le développement industriel favorise le développement économique et social des territoires avec le maintien des services publics de proximité : écoles, collèges, lycées, bureaux de poste, hôpitaux, etc.

LA CGT N'OPPOSE PAS, VIEILLES ET NOUVELLES INDUSTRIES.

Prétendre développer une industrie du futur tout en laissant fermer les sites industriels les uns après les autres est une dangereuse illusion. Il faut investir pour moderniser les usines et l'appareil productif. Il faut anticiper les mutations technologiques pour transformer les emplois, garder la maîtrise

technologique des savoir-faire et des compétences, diminuer le temps de travail et améliorer les conditions de travail.

Le développement d'une industrie moderne suppose des services publics de qualité en matière d'éducation, de recherche, de santé, de transport, etc.

Pour la CGT, le développement de l'industrie est inséparable de nouveaux droits pour les salariés.

Cela implique de développer les droits d'intervention des salariés, dans l'ensemble des secteurs de l'économie et pas seulement dans l'industrie. **Les salariés doivent bénéficier d'une représentation collective effective, quelle que soit la taille de l'entreprise.**

Il faut strictement réglementer la sous-traitance et instituer une responsabilité sociale et stratégique des donneurs d'ordre à l'égard de leurs sous-traitants. Les comités d'entreprise doivent avoir un droit de veto sur les plans de suppressions d'emplois. Les aides publiques aux entreprises doivent être contrôlées et conditionnées, notamment à l'emploi et à l'investissement productif.

PAS DE LOI EL KHOMRI DANS MON ENTREPRISE.

La loi El Khomri destructrice des garanties individuelles et collectives des salariés doit être abolie.

Il faut lutter sur les lieux de travail pour s'opposer aux patrons qui veulent nous imposer l'application des différents articles de cette loi et qui remettent en cause la représentation des salariés, (CE-DP-CHSCT-CCE).

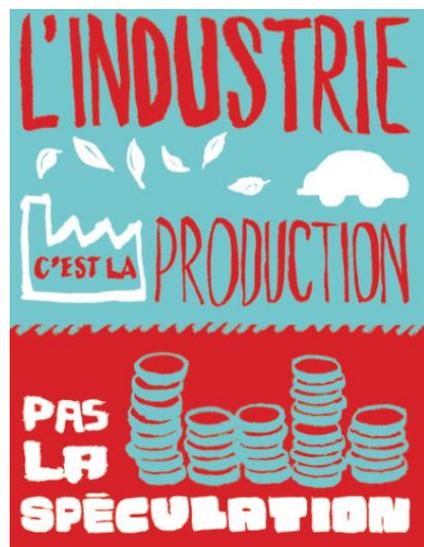
Pour la CGT, il est urgent d'imposer par la lutte, d'autres choix économiques, sociaux pour réindustrialiser la France.

**Toutes Et Tous En Grève
Et Manifestations,**

Le 21 mars 2017

A 10H00

Devant la Préfecture de Blois.



**Une CGT forte en adhérent-e-s est un atout pour
gagner la reindustrialisation du département.**

Blois le 13/03/2017

✕ **SYNDIQUEZ-VOUS !**

Bulletin d'adhésion

Nom :Prénom :

Adresse :

Entreprise/Etablissement :

Email :Tel :

Bulletin à retourner à : UD CGT – 35/37 avenue de l'Europe – BP 21004 – 41010 Blois cedex
Tel : 02.54.45.48.08 - Fax : 02.54.45.41.02 – email : udcgt41@orange.fr